



Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché
– Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie
– Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay
[Désigné « l’établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national »]
1 rue Barbier du Mets
75013, PARIS
Téléphone : 0144085200
SIRET : 939106274 00011

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Règlement de consultation (R.C.)

**CHANTIER DES COLLECTIONS : DEPOUSSIERAGE, SECURISA-
TION, CONDITIONNEMENT, MANUTENTION, DEPLOIEMENT,
TRANSFERT ET TRANSPORT DES COLLECTIONS DE MOULES DU
SITE DE SEVRES**

**ETABLISSEMENT PUBLIC MANUFACTURES NATIONALES – SEVRES ET
MOBILIER NATIONAL**

Marché n° 2025-AOO-21

Date limite de réception des offres :

Mercredi 17 septembre 2025 à 12 heures

Dépôt électronique obligatoire

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'ACHETEUR	4
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	4
1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales –Sèvres et Mobilier National	4
1.3 Objet du marché	4
1.4 Allotissement	5
1.5 Forme du marché	5
1.6 Durée du marché – Reconduction	5
1.7 Délais d'exécution	5
1.8 Lieu d'exécution	5
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
2.1 Procédure de passation	6
2.2 Codes CPV	6
2.3 Variantes	6
2.3.1 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur	6
2.3.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires	6
2.4 Tranches	6
2.5 Prestations supplémentaires éventuelles	6
2.6 Délai de validité des offres	6
2.7 Visite facultative de site	6
2.8 Echantillons	7
ARTICLE 3 - INFORMATION DES CANDIDATS	7
3.1 Modalité de retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur le profil d'acheteur	7
3.2 Contenu du dossier de consultation des entreprises	8
3.3 Modification de détail du dossier de consultation	9
3.4 Questions administratives et techniques	9
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES	10
4.1 Groupement d'opérateurs économiques	10
4.2 Précisions concernant la sous-traitance	10
4.3 Motifs d'exclusion	10
4.4 Pièces relatives à la candidature	11

4.8 Niveau minimum de capacité.....	12
4.5 Examen de la candidature.....	12
ARTICLE 5 – PRESENTATION DES OFFRES.....	13
5.1 Pièces relatives à l’offre des candidats.....	13
5.2 Appréciation de l’offre des candidats	14
ARTICLE 6 – DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE L’ATTRIBUTION DU MARCHE.....	15
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	16
7.1 Date et heure limites de réception des candidatures et des offres	16
7.2 Dépôt de l’offre.....	16
7.3 Signature électronique des documents	18
ARTICLE 8 – INDEMNISATION.....	18
ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE.....	18
ARTICLE 10 – SECRET DU COMMERCE ET DE L’INDUSTRIE.....	18
ARTICLE 11 – DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	19
11.1 Utilisation des données à caractère personnel.....	19
11.2 Communication aux tiers	19
11.3 Droit d’accès, de rectification, de suppression.....	20
11.4 Durée de conservation des données personnelles.....	20
11.5 Informations de l’attributaire	20
ARTICLE 12 – PROCEDURES DE RECOURS	20
12.1 Instance chargée des procédures de recours	20
12.2 Organe chargé des procédures de médiation.....	20
12.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l’introduction des recours.....	21

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'ACHETEUR

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national - Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national » ou « l'acheteur ».

N° de SIRET : 939 106 274 00011

1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales –Sèvres et Mobilier National

Au 1er janvier 2025 a été créé un nouvel établissement public réunissant le Mobilier national et la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, rattaché au ministère de la Culture. À la fois soutien et acteur de l'écosystème des arts décoratifs et du design français, il rassemble plus de 600 agents qui œuvrent au quotidien à entretenir des collections d'exception, à pratiquer des savoir-faire d'excellence et à mettre en valeur la richesse de ce patrimoine.

Unique au monde, ce pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art. Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielles et du geste ; le rayonnement national et international de ses savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est notamment constitué de : 2 musées (le musée national de la céramique de Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché de Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture de céramique de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement. Il rayonne sur toute la France à travers 8 sites à : Paris, Sèvres, Beauvais, Alençon, Limoges, Aubusson, Le Puy-en-Velay, Lodève.

1.3 Objet du marché

Le présent marché porte sur la réalisation d'un chantier des collections et le transfert des moules actuellement conservés sur le site de Sèvres.

Ces moules seront déplacés vers des sites de stockage transitoires, identifiés en interne ou en externe, afin de permettre la réalisation de travaux sur les bâtiments de stockage actuels. Il est l'occasion d'un traitement de masse pour assainir les collections de moules.

Le présent marché porte sur des prestations de services.

Les spécifications techniques communes aux lots du présent marché sont décrites au sein du Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC).

Les spécifications particulières à chaque lot sont décrites au sein de leur Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) respectifs.

1.4 Allotissement

Le présent marché est alloti de la façon suivante :

Numéro de lot	Intitulé du lot
1	Dépoussiérage, sécurisation et fongicide
2	Manutention, conditionnement, transfert et transport

Les candidats sont autorisés à soumissionner à un seul lot ou aux deux lots.

1.5 Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un marché ordinaire, à prix forfaitaire.

1.6 Durée du marché – Reconduction

Chaque lot prend effet à compter de sa date de notification, et prendra fin à l'admission du compte-rendu d'intervention, dans les conditions fixées à l'article 6.2 du CCTC du présent marché.

Le présent marché n'est pas reconductible.

1.7 Délais d'exécution

Les délais d'exécution prévisionnels sont les suivants :

- Le délai prévisionnel global d'exécution pour **le lot n°1** est de quatre (4) mois, de novembre 2025 à février 2026 ;
- Le délai prévisionnel global d'exécution pour **le lot n°2** est de vingt-et-un (21) mois, de novembre 2025 à février 2027.

Concernant **le lot n°2**, et conformément à l'article 2.3.8 du CCTP du lot n°2, il est obligatoire que les espaces devront être libérés au plus tard le 15 janvier 2026 pour ce qui est des opérations qui doivent être réalisées en lien avec les prestations du lot n°1.

1.8 Lieu d'exécution

Les prestations sont réalisées aux adresses suivantes :

- Cité de la céramique de Sèvres, 4 Grande Rue, 92310, Sèvres ;

- Plateforme Sogaris Entrepot B4 porte 6, 1 place de la Logistique, 94150, Rungis.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée, avec appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R. 2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Les candidats sont invités à remettre simultanément leur candidature et leur offre avant l'heure et la date limite indiquées en page de garde du présent document.

2.2 Codes CPV

Pour le lot n°1 : 92521210-4 Services de conservation des objets exposés

Pour le lot n°2 : 63100000-0 Services de manutention et d'entreposage de cargaisons.

2.3 Variantes

2.3.1 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

2.3.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes à leur initiative.

2.4 Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

2.5 Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.7 Visite facultative de site

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats peuvent visiter les sites lieu d'exécution des prestations. La participation à cette

visite n'est pas obligatoire et ne constitue pas une condition de validité de l'offre. Néanmoins, il est **fortement recommandé** aux candidats d'y participer afin d'appréhender au mieux les spécificités du site.

Les candidats disposeront de 1h30 au maximum pour effectuer la visite.

Un certificat de visite sera obligatoirement signé en double exemplaire par le représentant de l'acheteur chargé de faire la visite et par le candidat.

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées et elles sont individuelles.

Aucune visite n'est autorisée **après le vendredi 5 septembre 2025**.

Afin de s'inscrire à la visite, les candidats contacteront au plus tard 48h avant la date de visite :

Damien LUCAS

Numéro de téléphone : 06 89 26 57 63

Adresse électronique : damien.lucas@sevresciteceramique.fr

Jonathan GIRARD

Numéro de téléphone : 06 41 11 07 03

Adresse électronique : jonathan.girard@sevresciteceramique.fr

Durant la visite, les candidats veilleront à respecter les modalités suivantes :

- Les échanges entre le ou les représentants des candidats, et le ou les représentants de l'acheteur, seront limités à la seule prise de connaissance du site. Aucune question ne sera autorisée pendant la visite ;
- Les éventuelles questions que pourraient susciter la visite et les réponses qui y seront apportées par l'acheteur devront suivre la procédure prévue à l'article 3.4 du présent règlement de consultation.

Les candidats ne pourront élever aucune réclamation ni former aucune demande d'indemnisation ultérieure sur une méconnaissance alléguée des lieux et des contraintes techniques que les prestations comportent.

2.8 Echantillons

Sans objet.

ARTICLE 3 - INFORMATION DES CANDIDATS

3.1 Modalité de retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur le profil d'acheteur

Le DCE pourra être téléchargé gratuitement sur la Plateforme des achats de l'État (PLACE), à

l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée par les candidats lors de leur inscription sur PLACE. Il appartient donc aux candidats de veiller à ce que cette adresse soit « opérationnelle » pendant toute la durée de la consultation et au moins neuf (9) mois après cette date pour les notifications. Les messages d'absence notamment ne pourront être pris en considération.

La responsabilité de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national ne saurait être recherchée, de même si le candidat n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Le candidat vérifiera également que les alertes de la Plateforme des achats de l'État ne soient pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ».

Si le candidat rencontre des difficultés pour télécharger les pièces du dossier, il peut contacter l'assistance de PLACE.

3.2 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent **Règlement de la Consultation (RC)** ;
- **L'Acte d'Engagement (AE)** et ses annexes :
 - Annexe n°1 : la **Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**, propre à chaque lot ;
 - Annexe n°2 : **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs (DC4)** (le cas échéant) ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC)** et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Plan de masse du site de la Cité de la céramique ;
 - Annexe n°2 : Plan du Bâtiment 18 E-0 ;
 - Annexe n°3 : Cadrage général des opérations de transfert ;
 - Annexe n°4 : Tableau des déplacements par phase ;
 - Annexe n°5 : Plan d'implantation mobiliers du bâtiment B18 et Rungis ;
 - Annexe n°6 : Cartographie des casiers (version plan) ;
 - Annexe n°7 : Calendrier prévisionnel des opérations ;
 - Annexe n°8 : Synthèse des opérations sur les moules ;
 - Annexe n°9 : Principes de suivi de la traçabilité des opérations sur les différents casiers concernés (Inaccessible – Accessibles) ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTC)**, propre à chaque lot ;
- Les annexes au **mémoire technique** à remettre par les candidats :
 - Annexe n°1 : le **planning**, propre à chaque lot ;
 - Annexe n°2 : le **tableau des équipes**, commun aux deux lots ;
 - Annexe n°3 : le **tableau des équipements**, commun aux deux lots ;
- Le **Certificat de visite**.

3.3 Modification de détail du dossier de consultation

L'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national se réserve le droit d'apporter, au plus tard **le jeudi 11 septembre 2025**, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications de détail font partie intégrante du dossier de consultation des entreprises et ont la même valeur que les informations qu'ils viennent compléter ou modifier.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée du même nombre de jours.

3.4 Questions administratives et techniques

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la préparation de leur offre, les candidats devront utiliser les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>).

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires seront reçues jusqu'au **lundi 8 septembre 2025** et les réponses seront envoyées aux candidats au plus tard le **jeudi 11 septembre 2025**.

Pendant toute la durée de la consultation, les candidats doivent obligatoirement passer par la plateforme PLACE.

Ces renseignements complémentaires font partie intégrante du dossier de consultation des entreprises et ont la même valeur que les informations qu'ils modifient.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée du même nombre de jours.

Dès la consultation et avant la remise des offres, chaque candidat est tenu de signaler les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces constitutives des documents de la consultation. A défaut de les avoir signalées, le soumissionnaire est réputé admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne l'ont pas lésé dans sa compréhension des documents de la consultation et dans l'élaboration de son offre.

Les candidats ne peuvent en aucun cas se prévaloir des anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions non signalées pour se soustraire à l'une de leurs obligations.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES

4.1 Groupement d'opérateurs économiques

Le marché pourra être attribué à une entreprise unique ou à un groupement d'entreprises.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, si l'opérateur économique retenu est un groupement conjoint, l'acheteur exigera sa transformation en groupement solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

4.2 Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le formulaire DC4 est également disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles du marché doivent être effectuées directement par le titulaire.

4.3 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

En application des dispositions de R. 2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

4.4 Pièces relatives à la candidature

Tout document et justificatif produits par le candidat sont rédigés en langue française. Les documents originaux ou copies d'originaux en langue étrangère doivent être accompagnés de leur traduction en français. Tous les montants sont exprimés en euros (€).

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME de la plateforme PLACE ;
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 :

- 1) **Le formulaire DC1**, dûment complété, valant lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants.

En cas de candidature groupée, l'ensemble des membres du groupement soumet un formulaire DC1 unique.

- 2) **Le formulaire DC2**, dûment complété, valant déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

En cas de candidature groupée, et/ou de sous-traitance, chaque membre du groupement et chaque sous-traitant soumettra un formulaire DC2 séparément, précisant les éléments suivants :

- 3) **Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public**, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- 4) **Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des cinq (5) dernières années** indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte.

L'entreprise qui n'est pas en mesure de produire les références demandées doivent justifier de leurs capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen.

- 5) **Pour le lot 1 uniquement : l'indication des titres d'études et professionnels** du candidat conformément à l'article 4.8 du présent règlement de consultation.

L'entreprise qui n'est pas en mesure de produire les diplômes demandés doit justifier de ses capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

4.8 Niveau minimum de capacité

En raison de l'objet du marché et de ses conditions d'exécution, un niveau minimum de capacité comme condition de participation est demandé.

Pour le lot 1 :

- Le conservateur-restaurateur possède les qualifications requises pour procéder à la restauration d'un bien faisant partie des collections des musées de France selon le décret n° 2016-112 du 3 février 2016 et répondant aux critères du Code du Patrimoine ;
- Si le conservateur-restaurateur a un profil de préventeur, il possède une formation de niveau Master 2 en conservation préventive du patrimoine de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, ou équivalent ;
- Le conservateur-restaurateur dispose de références attestées sur des collections en plâtre ;
- Les techniciens de conservation disposent d'un diplôme en entretien des collections du patrimoine, ou équivalent.

Pour le lot 2 : Les personnes en charge de la manutention, du mouvement et du conditionnement des moules devront attester d'une expérience significative en chantier des collections et/ou en conditionnement/emballage d'objets culturels.

4.5 Examen de la candidature

Les candidatures seront jugées au regard des capacités professionnelles, techniques, et financières des opérateurs économiques à exécuter le marché, sur la base des documents visés ci-dessus.

En application de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra examiner ces capacités à tout moment de la procédure (y compris après classement des offres) et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il se réserve le droit, en application des dispositions du code de la commande publique, de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

ARTICLE 5 – PRESENTATION DES OFFRES

5.1 Pièces relatives à l'offre des candidats

L'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment aux stipulations et spécifications du CCAP, du CCTC, de ses annexes et du CCTP propre à chaque lot.

Les candidats doivent remettre une offre intégralement rédigée en langue française. Les documents rédigés dans une autre langue que le français doivent être accompagnés de leur traduction.

Tous les montants sont exprimés en euros (€).

Les candidats fourniront obligatoirement, et ce pour chaque lot, les éléments suivants dans leur offre :

- 1) **L'acte d'engagement (AE), dûment complété ainsi que ses annexes :**
 - Annexe 1 : **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** dûment et intégralement complétée (offre financière chiffrée en euros) ;
 - Annexe 2 : **La déclaration de sous-traitance** et d'agrément des conditions de paiement, dûment complétée (DC4) (le cas échéant).
- 2) **Un mémoire technique (MT), et ses annexes, comprenant :**
 - Une courte note d'intention exposant les motivations du candidat pour conduire cette mission auprès de la Cité de la Céramique Manufacture de Sèvres ;
 - Une note technique explicitant la « Gestion de projet » (pilotage/suivi) et l'organisation de la prestation, incluant :
 - Un planning détaillé incluant le nombre de réunions (annexe n°1 au MT).
 - Les équipes mobilisées (organigramme et CV) avec un tableau de présentation du rôle de chaque membre de l'équipe et du nombre de jours d'intervention, avec mention des références sur les cinq (5) dernières années (annexe n°2 au MT) ;
 - Les moyens mis en œuvre pour réaliser l'opération (tableau récapitulatif des équipements et fournitures, précisant les quantités et les caractéristiques techniques adaptées à la réalisation des prestations et à la conservation des moules) (annexe n°3 au MT);
 - Une note explicitant la méthodologie envisagée pour le traitement des moules selon les différentes opérations mentionnées ;
 - Une note explicitant la démarche environnementale et sociale adoptée par le candidat, et conformément aux propositions exposées aux articles 5 des CCTP propres à chaque lot ;
 - Les habilitations du candidat en matière de travail en hauteur et les certificats de conformité de matériel de levage.
- 3) Le **certificat de visite (le cas échéant)** dûment complété.

Le CCAP, le CCTC, ses annexes et le CCTP propre à chaque lot, ainsi les autres documents remis par le pouvoir adjudicateur mentionnés à l'article 3.1 ci-avant, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

5.2 Appréciation de l'offre des candidats

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le jugement des offres sera effectué sur la base des critères ci-dessous, indiqués avec leur pondération. L'acheteur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse présentant le meilleur rapport qualité-prix.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière au sens de l'article L. 2152-2 du Code de la commande publique pourra être régularisée.

Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée.

Toutefois, dans le cas où ces offres demeurent irrégulières, celles-ci seront éliminées sans être classées.

Toute offre inacceptable ou inappropriée au sens des articles L. 2152-3 et L. 2152-4 du même code, sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Conformément aux articles R. 2152-3 à R. 2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Critères et sous-critères	Pondération (sur 100)
Critère 1 : Valeur technique de l'offre Analysé sur la base du mémoire technique et de ses annexes remis par les candidats	60/100
1.1 Gestion de projet et organisation de la prestation.	30/100
2.1.1 Gestion de projet (pilotage, suivi) et organisation de la prestation (planning prévisionnel proposé et capacité d'adaptation	15/100

aux aléas du projet).	
2.1.2 Moyens humains mis à disposition (composition des équipes en quantité et en qualité)	15/100
2.2 Qualité et adéquation des moyens techniques proposés (équipements et consommables)	20/100
2.3 Prise en compte de la démarche environnementale	10/100
Critère 2 : Prix de l'offre Analysé sur la base de la DPGF remise par les candidats	40/100

Méthode de notation utilisée pour la notation du critère 1 :

L'acheteur attribuera aux offres une note selon le barème ci-dessous :

Barème	
Excellent	100% de la note
Satisfaisant	75% de la note
Moyen	50% de la note
Peu satisfaisant	25% de la note
Insatisfaisant	0% de la note

Méthode de calcul utilisée pour la notation du critère 2 :

La formule de calcul utilisée pour la notation du critère 2 est la suivante :

Note de l'offre = (**Montant total TTC de l'offre moins-disante* 40**) / **Montant total TTC de l'offre à noter**

- Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à noter.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Sauf si ces documents peuvent être obtenus directement par l'acheteur via un système électronique officiel dont le mode de consultation est précisé dans la candidature et dont l'accès est gratuit, le candidat dont l'offre est retenue devra impérativement produire dans les meilleurs délais à compter de la demande de la personne publique (documents à fournir par chaque cotraitant/ sous-traitant) :

- Une attestation de déclarations et de paiement délivrée par l'organisme social compétent de moins de six (6) mois (sur le site de l'URSSAF www.urssaf.fr, ou autre) ;
- Les attestations et certificats fiscaux et sociaux valables au 31 décembre de l'année n-1

- ou documents équivalents en cas de candidat étranger ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile pour l'année en cours ;
- Un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Le candidat établi à l'étranger produit des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il est conseillé aux candidats qui ne disposeraient pas déjà de ces pièces, de se rapprocher au plus tôt des administrations et autorités compétentes.

Signature de l'acte d'engagement :

Le candidat attributaire provisoire devra également transmettre, par courrier, dans les plus brefs délais l'acte d'engagement en original daté et signé.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE

7.1 Date et heure limites de réception des candidatures et des offres

La date limite de remise des candidatures et des offres est fixée au :

Mercredi 17 septembre 2025 à 12 heures

Les offres dématérialisées qui sont reçues ou remises après ces dates et heure ne seront pas ouvertes.

En cas d'envois successifs par un même candidat, seule la dernière offre dématérialisée déposée avant la date limite de remise des candidatures et des offres sera retenue.

7.2 Dépôt de l'offre

L'acheteur impose la transmission des candidatures et des offres par voie électronique.

La remise des candidatures et des offres en réponse à la consultation se fera obligatoirement de façon dématérialisée au moyen de la plateforme des achats de l'État (PLACE) :
<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plateforme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt de

documents dématérialisés.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plateforme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des candidats est donc attirée sur la nécessité de déposer leur pli bien en amont de l'heure indiquée afin de pouvoir finaliser le téléchargement de l'ensemble de leurs documents.

De plus, les candidats sont invités à bien vérifier qu'ils se trouvent sur la bonne consultation, objet du présent marché. Tout dépôt, même dans les temps ne sera pas accepté si ce dernier est déposé sur une autre consultation.

Après le dépôt des documents sur la plateforme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'État (PLACE) notamment, *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png et de documents .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité du pli.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

7.3 Signature électronique des documents

La signature électronique des offres n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

ARTICLE 8 – INDEMNISATION

Aucune indemnisation ne sera due, et aucune réclamation ne sera acceptée, en raison du caractère éventuellement incomplet, inexact ou erroné de certaines données du Dossier de Consultation.

Pareillement, aucune indemnisation ne sera due aux candidats si la procédure devait être déclarée sans suite.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE

Les données communiquées aux candidats pour l'élaboration de leur offre ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

Le candidat s'engage :

- À assurer sous sa responsabilité la confidentialité de son offre dans le cadre de la présente consultation ;
- À ne pas communiquer ces renseignements, informations et/ou documents à des tiers à la présente consultation ;
- À ne pas utiliser ces renseignements, informations et/ou documents à des fins autres que celles de la présente consultation.

Cet engagement s'étend à chacun des candidats prenant la forme d'opérateur économique unique ou des candidats prenant la forme de groupements d'opérateurs économiques qui :

- S'oblige à en imposer le respect à tous ses personnels ou prestataires ;
- S'engage tout particulièrement à prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires afin de garantir que la participation de ces personnels ou prestataires ne soit pas de nature à altérer la confidentialité de la procédure.

Conformément à l'article L. 2132-1 du code de la commande publique, l'acheteur ne communiquera pas les informations confidentielles dont il aura eu connaissance lors de la procédure de passation, telles que celles dont la divulgation violerait le secret des affaires, ou celles dont la communication pourrait nuire à une concurrence loyale entre les opérateurs économiques.

ARTICLE 10 – SECRET DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Si le candidat considère que certains éléments de son offre sont couverts par des secrets industriels et commerciaux, il lui appartient de l'indiquer dans son offre.

Aucune indication prétendant que l'ensemble de l'offre est couvert ne sera acceptée.

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent marché.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par des secrets industriels et commerciaux dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

ARTICLE 11 – DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats déclarent parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016.

11.1 Utilisation des données à caractère personnel

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

11.2 Communication aux tiers

Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le

cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

11.3 Droit d'accès, de rectification, de suppression

Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès de l'acheteur, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur, et dont les coordonnées peuvent être transmises sur demande expresse, ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

11.4 Durée de conservation des données personnelles

Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R. 2184-12 et R. 2184-13 du code de la commande publique.

11.5 Informations de l'attributaire

Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du marché afin de permettre le bon déroulement des prestations. Aucune donnée personnelle ne sera contenue dans les informations faisant l'objet de prescriptions à l'égard de l'acheteur en matière de communication et mise à disposition publiques découlant de la réglementation applicable.

ARTICLE 12 – PROCEDURES DE RECOURS

12.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France)
Tél : 01.44.59.44.00
Fax : 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

12.2 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris
5 rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél : 01.82.52.42.72
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

12.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du CJA, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France)
Tél : 01.44.59.44.00
Fax : 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

***** FIN DU DOCUMENT *****